



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

DÉMISSION DE FAURE : ORGANISER LE DIALOGUE ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE ET PROLONGER DE DEUX (02) MOIS LA PÉRIODE INTÉRIMAIRE AU TOGO

La démission de Faure Gnassingbé de la Présidence intérimaire après les sanctions de la CEDEAO et de l'Union Africaine soutenues par l'Union Européenne et la Communauté internationale est à marquer d'une pierre blanche : ce succès obtenu dans un délai court et sans recours à la violence correspond à une véritable révolution culturelle qui marque la volonté des africains à s'engager désormais dans la mouvance de la démocratie et de l'Etat de droit.

Cependant, la gestion de la sortie de crise au Togo, pays qui sort d'une longue nuit de tyrannie et d'oppression, qui a résisté aux transitions démocratiques des années 90 par les manœuvres, la manipulation et la corruption, s'avère un réel défi pour la CEDEAO et l'Union Africaine.

Aussi, la **RADDHO** recommande à la CEDEAO et à l'Union Africaine de :

- Créer rapidement un mécanisme de médiation permettant de faciliter le dialogue et la réconciliation nationale afin de trouver les moyens d'exorciser les démons qui minent et divisent la société togolaise et qui plongent leurs racines dans l'histoire du pays ;
- Exiger la participation de tous les acteurs politiques à l'élection présidentielle en réexaminant le cas du leader de l'Union des Forces du Changement, Gilcrist Olympio. Ce travail avait commencé avec Eyadéma et l'Union Européenne. Le moment est propice pour reprendre le dialogue et aller au-delà d'un simple accord politique afin de trouver les moyens d'une véritable réconciliation nationale, condition sine qua non pour une sortie de crise durable qui va ancrer le Togo dans la mouvance démocratique ;
- Mettre en place un mécanisme de régulation qui permette l'organisation d'élections libres, transparentes, démocratiques et sans exclusive sous la supervision de la communauté africaine et internationale ;
- Ces recommandations ne peuvent se réaliser sans le report des prochaines élections et la prolongation de la période intérimaire de deux (02) mois ;
- Créer les conditions d'une réforme profonde de l'armée et surtout sa transformation en une armée républicaine qui intègre tous les fils du Togo.

Enfin la **RADDHO** met en garde contre les solutions constitutionnalistes sans lendemain et souvent facteurs de crise.

La **RADDHO** appelle tous les togolais à ouvrir l'air du dialogue, de la réconciliation et de la démocratie pour ouvrir une nouvelle ère post Eyadéma.

Fait à Dakar, le 27 février 2005
Le Secréariat Général